

DES INFORMATIONS SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES DU DÉNONCIATEUR

Conformément aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679 ("GDPR")

Traduction de courtoisie

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 ("GDPR") et à la loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ensemble la "**Réglementation Vie Privée**"), Ferragamo France ("**Ferragamo France**", "**Société**" ou le "**Responsable du traitement**") fournit le présent avis concernant le traitement de vos données à caractère personnel pour la gestion du Rapport soumis par vous à l'attention de la Société dans le cadre de la gestion du processus de signalement des conduites illicites (appelé Whistleblowing).

Vos données à caractère personnel sont collectées et traitées afin de vous fournir un canal de dénonciation interne (ci-après, le "**Service**") et donc de gérer le rapport de dénonciation que vous avez fait comme indiqué dans la Politique de dénonciation du Groupe ("**Politique de dénonciation du Groupe**") disponible sur group.ferragamo.com, section gouvernance/whistleblowing, code d'éthique, modèle 231 et politiques ("**Rapport de dénonciation**").

En particulier, le Rapport d'alerte désigne toute communication reçue par Ferragamo France concernant un comportement référençable à des personnes de Ferragamo France effectué en violation du Code d'éthique, des lois, des règlements, des dispositions des autorités, des règles internes, conformément à le **Règlement français sur l'alerte** (Loi Sapin II du 16 décembre 2016, telle que modifiée Loi Waserman du 21 mars 2022 et Décret Waserman du 3 octobre 2022), dans tous les cas susceptibles de causer un dommage ou un préjudice, ne serait-ce qu'en termes d'image pour Ferragamo France.

Si vous décidez d'effectuer une dénonciation par voie orale, via le système de messagerie vocale, l'enregistrement de l'appel sera subordonné à votre consentement, qui sera considéré comme explicitement donné par la poursuite de l'appel (comme mentionné verbalement au début de l'appel). Dans le cas d'une réunion en face à face, le consentement au traitement de vos données à caractère personnel sera recueilli au cours de la réunion.

Si vous avez des questions concernant cette politique et/ou le traitement de vos données personnelles, vous pouvez contacter le contrôleur des données et/ou le délégué à la protection des données (DPD) à tout moment aux coordonnées indiquées ci-dessous.

1. Identité et coordonnées du responsable du traitement

Le contrôleur des données est **Ferragamo France**, dont le siège social est situé à 45 avenue Montaigne, 75008 Paris, France, numéro de TVA FR703846653390 et numéro d'enregistrement 384 653 390 au Registre des Sociétés de la Chambre de Commerce .

2. Coordonnées du délégué à la protection des données (DPD)

Le contrôleur a désigné un délégué à la protection des données, qui peut être contacté à l'adresse électronique suivante : privacy@ferragamo.com.

3. Finalité du traitement et base juridique du traitement

Le contrôleur des données traitera vos données à caractère personnel concernant :

- l'identification et les coordonnées (au cas où le rapport de dénonciation n'est pas effectué de manière anonyme) ;
- les informations que vous avez pu fournir dans le rapport de dénonciation ;
- toute information obtenue au cours des activités d'enquête nécessaires.

pour :

a) à des fins de conformité avec les obligations réglementaires, les obligations légales et les dispositions des autorités habilitées par la loi (article 6, paragraphe 1, point c), du RGPD).

Le responsable du traitement traite les données dans le but de prévenir et de combattre efficacement les comportements frauduleux, illégaux ou irréguliers et de soutenir l'application et le fonctionnement effectifs du règlement français sur les dénonciations, ainsi que de gérer et d'organiser les dénonciations reçues, également conformément aux dispositions de la politique de dénonciation du groupe, y compris les activités d'enquête interne et de vérification des comportements faisant l'objet de dénonciations et l'engagement de procédures, y compris de procédures disciplinaires, dans les limites exigées par les règles applicables.

En outre, les données à caractère personnel peuvent être traitées afin de répondre aux demandes des autorités administratives ou judiciaires compétentes et, plus généralement, des organismes publics dans le respect des formalités légales.

Aux fins décrites ci-dessus, les données à caractère personnel seront éventuellement traitées pour l'exécution des obligations légales auxquelles le responsable du traitement est soumis. La communication des données à caractère personnel du dénonciateur n'est pas obligatoire, dans la mesure où la loi le permet (par exemple, dans le cas d'un signalement anonyme). Dans ce dernier cas, la société vous attribuera un code d'identification qui vous permettra, si vous le souhaitez, d'accéder à la plateforme mise en place par la société pour les rapports de dénonciation, si vous décidez d'utiliser ce moyen de dénonciation).

b) Traitement ultérieur fondé sur l'intérêt légitime du contrôleur des données ou d'un tiers.

Le contrôleur des données traitera également des données à caractère personnel pour :

- L'objectif est de répondre aux besoins de l'entreprise en matière de contrôle interne et de surveillance des risques commerciaux, ainsi que d'optimiser et de rationaliser les processus administratifs et commerciaux internes ;
- constater, exercer ou défendre un droit ou un intérêt légitime du responsable du traitement.

La base juridique du traitement est représentée par la poursuite de l'intérêt légitime du responsable du traitement (article 6, paragraphe 1, point f), du RGPD) ou de tiers, représenté par le droit de défense et l'intérêt à garantir l'efficacité et l'efficience du système de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise, notamment pour prévenir et contrer efficacement les comportements frauduleux, illégaux ou irréguliers. Cet intérêt légitime a été dûment évalué par le responsable du traitement.

4. Modalités de traitement

Les données - lorsqu'elles sont fournies et collectées - seront également traitées par des moyens électroniques, enregistrées dans des archives numériques spéciales et sécurisées, et utilisées strictement et exclusivement aux fins indiquées ci-dessus. Le cas échéant, le traitement sera effectué sous forme agrégée/anonyme.

5. Personnes autorisées pour le traitement

Les données seront traitées par les membres du comité d'éthique du groupe ainsi que par le personnel de l'entreprise ou du sous-traitant agissant sur la base d'instructions spécifiques quant aux finalités et aux méthodes de traitement et qui, en tout état de cause, n'interviendront que dans les cas strictement nécessaires, en veillant à préserver la confidentialité absolue des personnes concernées.

Si le rapport d'alerte ou les informations reçues par le comité d'éthique s'avèrent être liés à des violations inhérentes à des infractions conformément à ou à des violations du modèle d'organisation de la société, les données seront également traitées par les membres du conseil de surveillance du groupe, qui prendront des décisions sur la gestion de ces données.

6. Destinataires des données à caractère personnel

Aux fins des objectifs énoncés au point 3, vos données à caractère personnel seront divulguées au responsable du traitement des données, aux personnes autorisées par le responsable du traitement des données à traiter l'avis de dénonciation et aux personnes désignées en tant que sous-traitants des données conformément à l'article 28 du GDPR. Ces dernières seront spécifiquement identifiées par le Responsable du traitement, qui fournira également des instructions spécifiques sur les méthodes et les finalités du traitement et veillera à ce qu'elles soient soumises à des obligations adéquates en matière de confidentialité et de respect de la vie privée. Salvatore Ferragamo S.p.a a été désigné comme responsable du traitement des données .

Pour autant que cela soit nécessaire à la poursuite des finalités du traitement et sur la base des mêmes conditions de licéité indiquées au point 3, le responsable du traitement peut également communiquer les données personnelles collectées à des tiers appartenant aux catégories suivantes :

- **les forces de police**, les autorités compétentes et les autres administrations publiques. Ces personnes agiront en tant que responsables autonomes du traitement des données ;
- **les sociétés, organismes ou associations**, c'est-à-dire les sociétés mères, les filiales ou les sociétés associées au sens de l'article 233-3 du Code de commerce français , ou entre celles-ci et les sociétés soumises à un contrôle conjoint, ainsi qu'entre les consortiums, les réseaux de sociétés et les groupements momentanés et les associations de sociétés et leurs membres, en se limitant aux aspects qui relèvent de leur compétence (par exemple, lorsque le rapport concerne également leurs employés). Sauf indication contraire, ces sujets agiront en tant que responsables autonomes du traitement ;
- **les sociétés d'audit et autres sociétés liées contractuellement au responsable du traitement** (appartenant également au même groupe) qui exercent, à titre d'exemple, des activités de conseil, d'assistance à la fourniture de services, etc., qui agiront, selon le cas, en tant que responsables autonomes du traitement ou en tant que sous-traitants sur la base d'un accord spécifique relatif au traitement des données à caractère personnel conclu en vertu de l'article 28 du RGPD ;
- **les organes collégiaux de l'entreprise concernée** et uniquement les personnes strictement nécessaires au suivi du rapport de dénonciation qui se sont engagées à respecter la confidentialité, y compris le facilitateur, le cas échéant ;
- **les fournisseurs de plates-formes et les sociétés fournissant des services de gestion et de maintenance** des systèmes d'information sous-jacents à la fourniture du Service, avec lesquels la Société ou Salvatore Ferragamo S.p.A. a conclu des contrats pour le traitement des données personnelles et qui agissent en tant que contrôleurs de données indépendants.

En particulier, le Service est géré au nom de la Société par Integrity Line GmbH, avec laquelle la société mère Salvatore Ferragamo S.p.A. - en tant que responsable du traitement des données - a conclu un accord de traitement des données à caractère personnel ("DPA") au sens de l'article 28 du GDPR.

Le responsable du traitement veille à ce que la communication de vos données à caractère personnel aux destinataires susmentionnés ne concerne que les données nécessaires à la réalisation des finalités spécifiques auxquelles elles sont destinées.

Vos données personnelles ne seront pas diffusées.

7. Transfert de données personnelles en dehors de l'Espace économique européen

Les données fournies dans le cadre du service peuvent être transférées en Suisse, au siège de la société Integrity Line GmbH, qui exploite le service en tant que responsable du traitement des données. Ce transfert est légitimé par la décision d'adéquation prise par la Commission européenne. Cette décision d'adéquation garantit que la réglementation suisse applicable en matière de protection des données assure un niveau de sécurité adéquat et des mesures de protection des données similaires aux législations européenne et française, c'est-à-dire au Règlement sur la protection de la vie privée.

La gestion de la base de données et le traitement de ces données sont liés aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées et sont effectués dans le strict respect des normes de confidentialité et de sécurité prévues par les lois applicables en matière de protection des données.

Lorsque vos données personnelles sont transférées en dehors de l'Espace économique européen et, en particulier, vers des pays qui ne bénéficient pas d'une décision d'adéquation de la Commission européenne, le responsable du traitement

souscrira aux Clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne et adoptera toute autre mesure technique et organisationnelle appropriée et nécessaire pour assurer un niveau de protection adéquat de vos données personnelles et, en tout état de cause, au moins égal à celui garanti au sein de l'Espace économique européen, conformément aux dispositions de la présente politique de protection de la vie privée.

8. Période de conservation des données

Les données seront conservées dans des archives numériques dédiées et protégées par des mesures de sécurité appropriées pendant une période n'excédant pas le temps nécessaire pour atteindre les objectifs pour lesquels elles sont collectées et pendant toute période plus longue nécessaire pour se conformer aux dispositions légales et/ou à des fins de protection judiciaire, dans le respect des délais de prescription ordinaires.

Plus précisément, conformément à la politique de dénonciation du groupe, les rapports de dénonciation et les documents connexes sont conservés par le comité d'éthique :

- pour 1 (année), s'il est rejeté comme non fondé ;
- aussi longtemps que nécessaire pour le traitement du rapport de dénonciation et, en tout état de cause, pas plus de 5 (cinq) ans à compter de la date de communication du résultat final de la procédure de dénonciation, dans le respect des obligations de confidentialité prévues par le règlement français sur la dénonciation, les lois étrangères sur la dénonciation, le règlement sur la protection de la vie privée et/ou d'autres lois applicables en matière de protection des données. Au bout de cinq ans maximum, les rapports de dénonciation et la documentation connexe, ainsi que les données à caractère personnel, seront supprimés.

Les données qui ne sont manifestement pas utiles au traitement d'un rapport d'alerte spécifique ne sont pas collectées ou, si elles le sont accidentellement, sont immédiatement effacées.

À la fin de la période de stockage, vos données personnelles seront supprimées ou anonymisées de manière irréversible.

9. Droits des personnes concernées

En tant que personne concernée, vous bénéficiez, le cas échéant et dans les limites définies par les dispositions légales applicables, des droits résumés ci-dessous.

Droit d'accès

Vous avez le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que vos données à caractère personnel sont ou ne sont pas traitées et, le cas échéant, d'obtenir l'accès à ces données à caractère personnel et aux informations suivantes :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de données à caractère personnel en question ;
- les destinataires ou catégories de destinataires auxquels vos données à caractère personnel ont été ou seront divulguées, en particulier s'il s'agit de destinataires situés dans des pays ou des organisations internationales en dehors de l'Espace économique européen ;
- dans la mesure du possible, la durée de conservation prévue des données à caractère personnel ou, si cela n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée ;
- si les données ne sont pas collectées auprès de vous, toutes les informations disponibles sur leur origine.

Il est entendu que votre confidentialité sera protégée dans toute la mesure permise, en particulier en ce qui concerne votre identité, qui ne sera pas divulguée à la (aux) personne(s) dénoncée(s) ni à des tiers, sauf si cela s'avère nécessaire à des fins de protection judiciaire, pour respecter des obligations légales, et toujours dans les limites prévues par la loi, afin d'éviter des représailles, des menaces, de la violence, de la discrimination, etc. La confidentialité de votre identité n'est pas garantie en cas de dénonciation illégale (c'est-à-dire une dénonciation qui, sur la base des résultats de la phase d'enquête préliminaire, s'avère non fondée sur la base d'éléments objectifs et pour laquelle les circonstances concrètes constatées au cours de la même enquête préliminaire permettent de penser qu'elle a été faite de mauvaise foi ou avec une négligence grave).

Droit de rectification et d'annulation

Dans les cas prévus par les dispositions légales applicables, vous pouvez exercer le droit d'obtenir la rectification des données à caractère personnel inexactes vous concernant dans un délai raisonnable ainsi que, compte tenu des finalités du traitement, le droit d'obtenir l'intégration de données à caractère personnel incomplètes, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

Vous avez également le droit d'obtenir la suppression de vos données personnelles si l'une des raisons suivantes s'applique :

- les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- les données à caractère personnel sont traitées de manière illicite ;
- s'est opposé à l'activité de traitement et il n'existe pas de motif légitime prépondérant ;
- les données à caractère personnel doivent être supprimées pour satisfaire à une obligation légale.

Toutefois, le responsable du traitement a le droit de rejeter la demande de suppression si le droit à la liberté d'expression et d'information prévaut ou pour l'exercice d'une obligation légale, pour défendre son propre droit en justice ou pour l'intérêt légitime du responsable du traitement.

Droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit d'obtenir de la société la limitation du traitement dans les cas suivants :

- pendant la période nécessaire au responsable du traitement pour vérifier l'exactitude des données contestées par la personne concernée ;
- en cas de traitement illégal de données à caractère personnel ;
- même si vos données à caractère personnel ne sont pas nécessaires aux fins du traitement, vous en avez besoin pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice ;
- pendant la période nécessaire pour vérifier si les motifs légitimes du responsable du traitement prévalent sur votre demande d'opposition au traitement.

Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement des données à caractère personnel vous concernant sur la base de l'intérêt légitime au sens de l'article 6, paragraphe 1, point f), du RGPD. Ceci est sans préjudice de la possibilité pour le responsable du traitement de poursuivre le traitement en démontrant l'existence de motifs légitimes impérieux qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés ou si le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

Droit d'introduire une plainte et/ou un recours

Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité chargée de la protection des données et/ou auprès des tribunaux, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel est contraire à la législation en vigueur.

Principes

Le responsable du traitement se réserve le droit de limiter ou de retarder l'exercice de ces droits, dans les limites fixées par le règlement sur la protection de la vie privée, en particulier lorsqu'il existe un risque de préjudice réel, concret et non autrement justifié pour la confidentialité de l'identité du dénonciateur et lorsque la capacité de vérifier efficacement le bien-fondé du rapport ou de rassembler les preuves nécessaires peut être compromise (Règlement sur la protection de la vie privée, y compris Article 23 du GDPR).

L'exercice de ces droits s'effectue également conformément aux dispositions de la loi ou de la réglementation régissant le secteur (y compris le règlement français sur les dénonciations, ainsi que la directive européenne n° 2019/1937 telle que transposée dans le règlement français sur les dénonciations).

Veuillez noter qu'en vertu du règlement français sur la dénonciation et du règlement sur la protection de la vie privée, les droits énoncés aux articles 15 à 22 du règlement ne peuvent être exercés en adressant une demande au responsable du

traitement des données ou en déposant une plainte conformément à l'article 77 du règlement si l'exercice de ces droits cause un préjudice réel et concret à la confidentialité de l'identité de la personne effectuant une dénonciation, préjudice qui sera évalué au cas par cas, en termes concrets, et uniquement s'il s'agit d'une mesure nécessaire et proportionnée. Lorsque l'entreprise recourt à cette limitation, elle en est informée sans délai par écrit.

Si vous avez fourni un rapport de dénonciation par voie orale, vous pouvez révoquer votre consentement à l'enregistrement de l'appel.

Le délai de réponse stipulé par le règlement sur la protection de la vie privée auquel nous sommes soumis est d'un mois à compter de votre demande (prolongeable jusqu'à deux mois supplémentaires dans les cas particulièrement complexes).

Vous pouvez exercer les droits énumérés ci-dessus en écrivant au contrôleur des données aux coordonnées indiquées dans la section 1 ou en écrivant au délégué à la protection des données à l'adresse suivante : privacy@ferragamo.com .

Cet avis est mis à jour le 21/09/2023.